

Private water and CETA

Canada-European Union free trade talks are moving quickly and entering a critical stage. Water services are on the table for the first time ever in a Canadian trade agreement. Why? Europe is home to the largest water corporations in the world. Expansion for these companies means the privatization of public utilities. The Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) offers these private companies new tools to get what they want.

The danger of including water and sanitation services in CETA

EU negotiators want water services included in Canada's services commitments – something Canada has not done in past free trade deals. This would essentially lock in existing full and partial water privatizations and put restrictions on how governments regulate the profit-making activities of private water companies. With investment rights locked in, the cost overruns, exorbitant rate hikes or lacklustre service that frequently accompany water privatizations become difficult or very expensive to fix. To commit a service sector in a free trade deal is to commit to private delivery. Governments lose the right to regulate in these sectors, which become venues for profit-making removed from public control.

CETA will force municipalities and water utilities to consider privatization

If our cities and public water utilities are covered under CETA's proposed procurement chapter, private water companies would have access to a burdensome and costly dispute settlement process to challenge lost bids. So even when a city council decided to keep a water utility public because it would be more accountable, cheaper to run, or just more democratic, private water companies could use CETA to challenge the decision.

Threatening conservation and "buy local" policies

Municipal conservation strategies promoting local green jobs could also be challenged under CETA's procurement chapter. The goal of EU negotiators is to ban local sourcing or other efforts to maximize the social value of public spending by the provinces, territories, municipalities and utilities. Even conservation policy is not safe. Veolia has fought local conservation efforts in Europe because the company favours more profitable water reuse technologies. CETA would grant private water companies legal tools to do the same in Canada.

Water companies to get new investment rights in CETA

The icing on the cake for water and other Europe-based multinationals would be if CETA allowed them to bypass the courts and directly confront government rules and regulations in front of unelected trade panels. U.S. chemical company Dow Agrosciences is suing the Quebec government under NAFTA for its ban on the cosmetic use of pesticides. Similarly, attempts to regulate the profit-making activities of sanitation and water service companies could result in multi-million dollar lawsuits under CETA.

We need to stop the CETA negotiations

CETA goes way beyond trade to make "behind the border" changes to municipal, provincial and federal laws and rules affecting the economy, health and social policy, public water, public services, Crown corporations, municipal spending powers, copyright and culture, energy and electricity, labour mobility, banking and financial regulations, and investment. On the threats of water privatization alone, it is crucial that the federal government seek and receive an informed, consensual mandate from the public on how – or even if – to continue negotiating CETA with the EU. On October 22, we will be making this demand loud and clear at a rally in Ottawa. Write us at inquiries@canadians.org for more information.

Find out how you can support public water and sanitation systems through the Council's Blue Communities Project at www.canadians.org/bluecommunities.

For more information about our campaign to raise awareness that CETA is a bad deal for Canada, visit our website at www.canadians.org/CETA or call us at 1-800-387-7177.

JOIN THE COUNCIL OF CANADIANS

The strength of the Council is in its membership. The Council does not accept funding from corporations or governments, so membership donations are vital to our activities. We work with community groups, students, unions, seniors, farmers, artists and others to promote progressive policies on fair trade, secure energy, clean and public water, and other issues of social and economic concern to Canadians. Visit www.canadians.org or call us at 1-800-387-7177 to become a member today.

L'eau privée et l'AECG

Les pourparlers sur le libre-échange entre le Canada et l'Union européenne avancent rapidement et entrent dans une étape critique. La question des services de distribution d'eau est sur la table pour la toute première fois dans un accord commercial canadien. Pourquoi? L'Europe est le siège des plus grandes multinationales de l'eau du monde. L'expansion de ces sociétés signifie la privatisation des services publics. L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) offre à ces sociétés privées de nouveaux outils pour obtenir ce qu'elles veulent.

Le danger d'inclure les services de distribution d'eau et d'assainissement dans l'AECG

Les négociateurs de l'UE veulent que les services de distribution d'eau soient inclus dans les engagements de services du Canada – quelque chose que le Canada n'a pas fait dans les accords de libre-échange antérieurs. Essentiellement, cela inclurait les privatisations de l'eau complètes et partielles existantes et imposerait des restrictions quant à la façon pour les gouvernements de réglementer les activités à but lucratif des sociétés privées de l'eau. Avec les droits d'investissement inclus, les dépassements de coûts, les hausses de tarifs exorbitants ou le service terne qui accompagnent souvent les privatisations de l'eau deviennent difficiles ou très coûteux à régler. Engager un secteur de service dans un accord de libre-échange, c'est s'engager dans la prestation privée. Les gouvernements perdent le droit de réglementer ces secteurs, qui deviennent à but lucratif et qui ne sont plus régis par le contrôle public.

L'AECG forcera les municipalités et les services de distribution d'eau à considérer la privatisation

Si nos villes et nos services d'eau publics sont couverts par le chapitre proposé sur les marchés publics de l'AECG, les sociétés privées de l'eau auraient accès à une méthode de règlement des différends accablante et coûteuse pour contester les soumissions perdues. Alors, même lorsqu'un conseil municipal déciderait de garder un service d'eau public parce qu'il serait plus fiable, moins coûteux à exploiter, ou tout simplement plus démocratique, les sociétés privées de l'eau pourraient se servir de l'AECG pour contester la décision.

Menace pour la conservation et les politiques 'd'achat local'

Les stratégies de conservation municipales qui font la promotion des emplois environnementaux locaux pourraient également être contestées en vertu du chapitre sur les marchés publics de l'AECG. L'objectif des négociateurs de l'UE est d'interdire l'approvisionnement local ou d'autres efforts pour maximiser la valeur sociale des dépenses publiques par les provinces, territoires, municipalités et services publics. Même la politique de conservation n'est pas protégée. Veolia a lutté contre les efforts de conservation locaux en Europe parce que la société favorise des technologies de réutilisation de l'eau plus rentables. L'AECG donnerait aux sociétés privées de l'eau les outils légaux pour faire la même chose au Canada.

Les sociétés de l'eau obtiendront de nouveaux droits d'investissement dans l'AECG

La cerise sur le gâteau, pour les multinationales de l'eau et autres multinationales européennes, serait si l'AECG leur permettait de contourner les tribunaux et de s'attaquer directement aux règles et règlements gouvernementaux devant des groupes commerciaux non élus. La société américaine de produits chimiques Dow Agrosociences poursuit le gouvernement du Québec en vertu de l'ALENA pour son interdiction quant à l'utilisation cosmétique de pesticides. Dans le même ordre d'idées, des tentatives de réglementer les activités à but lucratif des sociétés d'hygiène publique et d'eau pourraient entraîner des poursuites de plusieurs millions de dollars en vertu de l'AECG.

Nous devons mettre un frien aux négociations de l'AECG

L'AECG va bien au-delà du commerce pour apporter des changements qui dépassent les limites des lois et règlements municipaux, provinciaux et fédéraux qui affectent l'économie, la santé et la politique sociale, l'eau publique, les services publics, les sociétés d'État, les pouvoirs d'application des ressources des municipalités, les droits d'auteur et la culture, l'énergie et l'électricité, la mobilité de la main-d'œuvre, les réglementations bancaires et financières, et l'investissement. En ce qui concerne les menaces de privatisation de l'eau seulement, il est crucial que le gouvernement fédéral cherche et obtienne un mandat consensuel et éclairé de la population sur la façon – ou même sur la possibilité – de continuer à négocier l'AECG avec l'UE. Le 22 octobre, nous ferons cette demande haut et fort dans le cadre d'un rassemblement à Ottawa. Pour plus d'information, écrivez-nous à inquiries@canadians.org.

Pour savoir comment vous pouvez appuyer la gestion publique des services de l'eau et de l'assainissement, joignez-vous au Projet des communautés bleues au : www.canadians.org/francais

Pour plus d'information au sujet de notre campagne pour sensibiliser davantage les gens sur le fait que l'AECG est une mauvaise entente pour le Canada, visitez notre site Web à <http://www.canadians.org> ou appelez-nous au 1-800-387-7177.

JOIGNEZ-VOUS AU CONSEIL DES CANADIENS

La force du Conseil repose sur ses membres. Le Conseil n'accepte aucun financement des sociétés ou des gouvernements, les dons faits par les membres sont donc essentiels pour nos activités. Nous travaillons avec des groupes communautaires, des étudiants, des syndicats, des personnes âgées, des agriculteurs, des artistes et autres afin de promouvoir des politiques progressistes sur le commerce équitable, une énergie protégée, une eau publique propre et d'autres préoccupations sociales et économiques pour les Canadiennes et les Canadiens. Visitez <http://www.canadians.org/francais/index.html> ou appelez-nous au 1-800-387-7177 pour devenir membre dès aujourd'hui.